

ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

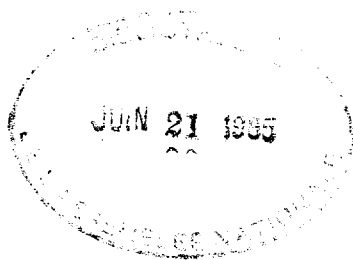
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 222
(Privé)

Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean

Présentation

**Présenté par
M. Jérôme Proulx
Député de Saint-Jean**



**Éditeur officiel du Québec
1985**

Projet de loi 222

(Privé)

Loi sur le Collège militaire Royal de Saint-Jean

ATTENDU que le Collège militaire Royal de Saint-Jean, constitué en vertu de la Loi sur la défense nationale (S.R.C. 1970, chapitre N-4), a soumis une demande en vue d'obtenir la reconnaissance qu'il dispense un enseignement de niveau universitaire;

Attendu que cette demande reçoit l'appui du ministre fédéral de la Défense nationale;

Attendu l'avis favorable du Conseil des universités;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Le Collège militaire Royal de Saint-Jean est autorisé à décerner des grades, diplômes ou certificats universitaires aux membres des Forces armées relativement aux programmes correspondant aux grades suivants:

- a)* Baccalauréat en administration;
- b)* Baccalauréat es arts (Études canadiennes en administration);
- c)* Baccalauréat es arts (Études militaires et stratégiques);
- d)* Baccalauréat es arts (avec spécialisation) (Études militaires et stratégiques);
- e)* Baccalauréat es sciences (Mathématiques et physique);
- f)* Baccalauréat es sciences (Sciences générales);
- g)* Baccalauréat es sciences (Science informatique);

h) Baccalauréat es sciences (avec spécialisation) (Physique).

2. La présente loi n'a pas pour effet de conférer au Collège militaire Royal de Saint-Jean le statut d'établissement universitaire au sens de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17), ni de rendre le Collège admissible à des subventions du gouvernement québécois aux universités.

3. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des Lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

4. La présente loi entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du gouvernement.